



## **REVUE DE PRESSE**

**Jeudi 15 Août 2019**



■ Vingt ans après la mort de Paquita Parra, le juge d'instruction a ordonné que son corps soit exhumé  
 ■ Il sera examiné par des gendarmes experts, dotés de technologies de pointe ■ La famille reprend espoir.



La famille Parra va-t-elle enfin connaître la vérité sur le meurtre de Paquita? «Ce dossier a beaucoup parlé et il parle encore. Nous gardons espoir», déclare son avocat.

Photo archives Majid Bouzlit

# Affaire Paquita: la justice va faire exhumer le corps

Ismaël KARROUM  
 i.karroum@charentelibre.fr

**D**eux ans après la découverte de papiers d'identité et d'effets personnels appartenant à Paquita Parra, la jeune femme assassinée le 3 décembre 1998 et dont le corps a été retrouvé dans la vallée des Eaux-Clares à Puy-moyen, Vincent Raffray, juge d'instruction en charge du dossier, sort l'artillerie lourde pour essayer de résoudre la plus mystérieuse énigme judiciaire charentaise des dernières décennies. Le 4 septembre, quatre techniciens de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN) se rendront au cimetière de Villebois-Lavalette où est inhumée Paquita. Sous l'œil du magistrat, ils exhumeront le corps, placeront le cercueil sous scellé plombé et le transféreront dans les laboratoires du service spécialisé, à Rosny-sous-Bois. Exhumer un corps pour tenter de

trouver de nouveaux indices, c'est une première en Charente. L'objectif du magistrat instructeur et des gendarmes est clair: utiliser les toutes dernières avancées technologiques pour déterminer les causes exactes de la mort de Paquita, dans la soirée du 3 décembre 1998, et éventuellement isoler des traces ADN.

## Des témoins ont été réentendus

Une mission qui s'annonce difficile. Le corps de Paquita Parra avait été retrouvé totalement calciné, les os détruits par la chaleur, les tissus carbonisés. À l'époque, les expertises avaient simplement permis de déterminer qu'aucune trace de suie ne se trouvait dans ses poumons. Par conséquent, la jeune femme était décédée avant que son corps ne soit brûlé. La boîte crânienne présentait aussi un trou, sans que l'on sache si c'était la conséquence d'un coup ou de la combustion. L'intensité

”  
**L'institut a développé des techniques qui permettent d'aller beaucoup plus loin dans le champ des possibles, qui permettent de travailler même sur un corps calciné.**

de l'incendie avait détruit tout le reste. Dans leurs laboratoires dotés des dernières technologies, les enquêteurs vont scanner le corps de Paquita, puis les experts de l'IRCGN vont tenter d'isoler un ADN. Ils vont, aussi, essayer de déterminer les causes de la mort. Malgré l'état du corps, Catherine Maze, avocate de la famille, estime «que c'est un acte fort». «Les techniques ont évolué, sont très poussées scientifiquement et peuvent donner des résultats même sur un corps carbonisé», indique-t-elle. Ce que confirme un ancien enquêteur de l'IRCGN. «Aujourd'hui, l'institut a développé des techniques qui permettent d'aller beaucoup plus loin dans le champ des possibles, qui permettent de travailler même sur un corps calciné», explique-t-il. Depuis la réouverture du dossier, en juillet 2018, les enquêteurs de la section de recherches de Poitiers, en charge de résoudre l'énigme, ne misent pas tout sur la technologie. Ces deux derniers mois, ils ont réalisé de très nombreuses auditions. Des témoins ont été réentendus.

Les frères de Paquita ont aussi été questionnés. Le dossier a été intégralement réétudié.

## «Jamais été aussi proches d'aboutir»

Si les expertises réalisées sur les documents et objets retrouvés l'an dernier n'ont rien donné, un vent d'optimisme semble à nouveau souffler sur l'affaire. «Nous n'avons jamais été aussi proches d'aboutir. Ces papiers retrouvés à quelques minutes de la scène de crime prouvent que quelqu'un a conservé pendant des années les affaires de Paquita avant de s'en débarrasser. Il y a donc quelqu'un qui sait des choses», estime même Christine Maze qui se démène sur tous les fronts, judiciaire et médiatique, pour que la famille Parra sache enfin qui a tué Paquita. Son activisme a même d'étonnantes conséquences. Une ancienne connaissance de Paquita, qui a estimé que le profil du suspect dressé lors d'une émission de télévision lui ressemblait un peu trop, a porté plainte pour «diffamation» et «dénonciation calomnieuse». «Rien ne le mettait pourtant en cause dans ce qui a été dit», relève l'avocate de la famille Parra. Elle préfère se focaliser sur la quête de la vérité. «La famille Parra a été lâchée pendant très longtemps. Elle mérite des réponses», dit-elle. Et note, saluant le travail du procureur de la République, Jean-David Cavallé, et du magistrat instructeur, Vincent Raffray: «Jamais ce dossier n'a fait l'objet d'autant d'investigations. Et c'est le résultat des éléments recueillis ces derniers mois qui rendent nécessaire d'exhumer le corps et de le réexaminer avec les techniques actuelles. Ce dossier a beaucoup parlé et il parle encore. Nous gardons espoir.»

## 20 ans de mystère et d'espoir

### 4 décembre 1998.

3 heures du matin. Une patrouille de gendarmerie découvre une Fiat Uno qui finit de se consumer sur le parking de la promenade des Eaux-Clares à Puy-moyen. Sur le siège conducteur, le corps calciné de sa propriétaire, Francesca Parra-Palmero, âgée de 30 ans, surnommée Paquita. La thèse du suicide est rapidement abandonnée. Plusieurs suspects restent sur les rangs. À commencer par Franck C., 30 ans, l'ex-petit ami de Paquita, mis en cause par la famille de la victime.

### 28 septembre 1999.

Franck, l'ancien petit ami de Paquita, est interpellé par les gendarmes et placé en détention provisoire.

### 19 septembre 2000.

La chambre de la chambre de la cour d'appel de Bordeaux ordonne la mise en liberté de Franck, en détention provisoire depuis dix mois.

### 1<sup>er</sup> octobre 2002.

Après moult soubresauts, la chambre de l'instruction annule la mise en examen de Franck.

7 octobre 2002. La famille de Paquita se pourvoit en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel.

Septembre 2004. Fraîchement nommée à Angoulême, une nouvelle juge d'instruction reprend le dossier de zéro et le confie à la section de recherches de Bordeaux.

Octobre 2006. Le dossier, épluché par la section de recherches, est retourné à la juge d'instruction. Sans élément nouveau, si ce n'est l'accent mis par les enquêteurs sur les éléments qui tendraient à mettre le principal suspect de cette affaire hors de cause.

2008. Franck obtient 100 000 € de dommages et intérêts pour ses 350 jours en détention.

2010. Une ordonnance de non-lieu clôt le dossier. Il n'y a plus de juge d'instruction.

2015. Nouveau procureur de la République, Jean-David Cavallé confie le dossier à des enquêteurs de la SR de Poitiers. Il leur demande de tout reprendre, tout examiner, avec les nouveaux moyens technologiques dont bénéficient les gendarmes. Ils peuvent, aussi, recueillir de nouveaux témoignages.

### Septembre 2017.

Coup de théâtre. Dans un bois de Ma Campagne à Angoulême, des lycéens retrouvent les papiers d'identité d'une femme. Ce sont ceux de Paquita. Ils ne sont remis à la justice qu'en juin 2018.

### 18 juillet 2018.

Jean-David Cavallé reçoit la famille Parra et lui annonce les dernières avancées. Il décide, sur la base de ces éléments nouveaux, de rouvrir l'information judiciaire et la confie à Vincent Raffray.

### Printemps 2019.

De nombreuses auditions sont menées dans l'entourage de Paquita.

4 septembre 2019. Le corps de Paquita sera exhumé, puis transféré dans les laboratoires de l'IRCGN à Rosny-sous-Bois.

## Des experts du crime

L'IRCGN. Cinq lettres pour un service de pointe réunissant 160 enquêteurs et experts en tout genre de la gendarmerie nationale. Balistique, génétique, modélisation de scène de crime, reconstitution 3D d'accidents, prises d'empreintes. À Rosny-sous-Bois, les experts du crime ont une spécialité: rendre visible l'invisible et résoudre l'impossible. Ces dernières années, ces gendarmes experts ont fait parler d'eux en identifiant le corps d'un Irlandais disparu depuis trente ans en Normandie, en permettant de résoudre un dossier

de nouveau-nés morts en souffrance depuis 2003. Ils se sont aussi penchés sur le crash du Rio-Paris, l'affaire Maëlys, aidant à confondre Nordahl Lelandais. En Charente, l'IRCGN avait tenté, en 2011, de résoudre l'énigme des disparus de Boutiers, un couple disparu avec ses enfants la nuit de Noël 1972. Des étangs avaient été sondés, des sols scannés, des prélèvements réalisés dans une maison abandonnée. Malheureusement, aucun élément n'avait permis d'éclairer ce mystère.

# Charente

## Restrictions d'eau dans 30 communes

C'est le signe que le niveau des nappes et le débit des cours d'eau sont au plus bas. La préfecture de la Charente vient de prendre un arrêté restreignant certains usages domestiques et secondaires de l'eau dans les trente communes du bassin versant de la Tardoire. Sont donc concernées: Agris, Aussac-Vadalle, Brie, Coulgens, Écuras, Eymouthiers, Jauldes, La Rochefoucauld-en-Angoumois, La Rochette, Le Lindois, Les Pins, Marillac-le-Franc, Mazerolles, Montbron, Moulins-sur-Tardoire, Nanclars, Orgedeuil, Puyréaux, Rivières, Roussines, Rouzède, Saint-Adjutory, Saint-Ciers-sur-Bonnieure, Saint-Sornin, Sauvagnac, Taponnat-Fleurignac, Val-de-Bonnieure, Vitrac-Saint-Vincent, Vouthon et Yvrac-et-Malleyrand. Dans ces communes, les prélèvements d'eau sont interdits pour l'arrosage des jardins potagers

entre 9h et 19h, le lavage des véhicules hors des installations professionnelles (sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire ou technique et pour les organismes liés à la sécurité et la salubrité publique), le lavage des bâtiments, des voiries et trottoirs, façades et terrasses (hors objectif sanitaire, de sécurité et hors chantiers en cours), l'alimentation des fontaines et des jets d'eau en l'absence d'un dispositif de recyclage de l'eau, le remplissage des piscines des particuliers existantes, l'arrosage des espaces verts publics et privés, l'arrosage des terrains de golf (hors green), l'arrosage des terrains de sport (hors terrains homologués). Ces mesures sont valables à compter de ce matin et jusqu'au 31 octobre et feront l'objet de contrôles réguliers par les services de l'État. Les contrevenants s'exposent à une contravention de 5<sup>e</sup> classe.

### Le post



Photo Cl.

” *Le Pass' Charente Natation permet aux jeunes issus de familles allocataires des minima sociaux de recevoir un carnet de 10 séances gratuites pour apprendre la natation.*

**Le Département de la Charente** rappelle cette opportunité pour les 6-16 ans. Renseignements sur le site [www.lacharente.fr](http://www.lacharente.fr)

■ Cet été, CL vous propose une série de portraits de saisonniers ■ Par choix ou par nécessité, ils ont préféré le boulot plutôt que la plage ■ Épisode 5: l'hôtellerie.

# Une expérience cinq étoiles pour Anaïs Treuiller



Marine VEILLÉ  
m.veille@charentelibre.fr

**P**asser son été dans un hôtel cinq étoiles, ça claque! Oui, mais Anaïs Treuiller n'y est pas en vacances. À 18 ans, la jeune fille de Sigogne a été embauchée pour la saison à la réception de l'hôtel Chais Monnet. Une expérience qui s'inscrit dans le cadre de ses études en BTS tourisme, démarrés après ses années au lycée Jean-Monnet.

”

**Ça peut être fatigant parfois et stressant aussi. On peut avoir cinquante arrivées à gérer d'un coup.**

«Ça peut me faire progresser, espère l'étudiante. Avec mon stage et mon contrat d'été, je vais avoir vécu plusieurs situations bien différentes.» Ce ne sont pas ses premiers pas dans le monde professionnel. Elle a eu l'occasion de travailler deux fois dans les vignes. Cette fois-ci, elle a choisi un job d'été qui correspondait davantage à ses attentes. «Je voulais quelque chose qui me convenait plus et qui s'inscrivait davantage dans la vie professionnelle que je veux mener», explique-t-elle.



Anaïs Treuiller, âgée de 18 ans, travaille à la réception de l'hôtel Chais Monnet pour l'été.

Photo M. V.

Un emploi qui demande beaucoup d'investissement et de temps... Mais auquel Anaïs Treuiller s'est rapidement adaptée.

## **Une aide dans son orientation**

«J'ai très vite appris, j'ai été beaucoup soutenue et on m'a très bien expliqué. Ils m'ont tous permis d'avancer», se réjouit la jeune femme. La saisonnière travaille 39 heures par semaine avec des horaires qui varient selon les jours. «Je peux faire 7h-15h30, 14h30-23h, ou la journée entière de 10h à

18h30», dit-elle, tout en reconnaissant se sentir parfois submergée. «Ça peut être fatigant parfois et stressant aussi. On peut avoir cinquante arrivées à gérer d'un coup», déclare-t-elle.

Malgré cela, tout se passe pour le mieux. «Il y a vraiment une bonne entente dans l'équipe. C'est très agréable d'y travailler, s'enchantent l'hôtesse d'accueil. En plus, le cadre dans lequel je travaille est vraiment beau et le contact avec les clients me plaît beaucoup.»

Grâce à ces semaines passées dans l'hôtel et avec les conseils de ses collègues, elle pense avoir

trouvé sa voie. «Je ne savais pas du tout ce que je voulais faire en venant ici. Mais en travaillant à la réception cet été, je me suis dit que ce domaine pourrait me plaire», annonce Anaïs Treuiller. Elle précise, toutefois, que «pour faire ce métier, il faut aimer ce que l'on fait. Si c'est le cas, les heures passent très bien et vite». Son avenir dans le monde de l'hôtellerie doit encore être peaufiné. «J'ai encore un an à faire pour le BTS. J'ai pu discuter avec des collègues et on m'a conseillé de faire un master en hôtellerie à Bordeaux. J'y réfléchis encore.»

# Il y a urgence aux urgences



Les grèves aux urgences entrent dans leur sixième mois et la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a annoncé «de nouvelles mesures» à la rentrée.

Photo AFP

## Marseille: une bagarre éclate aux urgences

Au total, douze personnes ont été placées en garde à vue, lundi, après une rixe à coups de battes de baseball dans les urgences de l'hôpital Nord à Marseille. La bagarre a éclaté vendredi 9 août dans les urgences: une dizaine de personnes sont entrées, armées, dans les urgences, à la recherche d'un patient qui avait été pris en charge quelques heures plus tôt. «Les urgences ont été envahies par un très grand nombre d'individus, armés de barres de fer, de marteaux, d'outils [de chantier], de bâtons», explique à France Bleu Provence Mireille Tchiknavorian, déléguée du syndicat Force ouvrière (FO). La syndicaliste déclare n'avoir «jamais vu une chose pareille. C'est un cran au-dessus». Les patients présents ont été mis à l'abri par le personnel de santé. Deux infirmières d'accueil et d'orientation choquées sont en arrêt de travail affirme FO. Le syndicat réclame un «filtrage» à l'entrée de l'établissement et des effectifs de policiers permanents.

**R**edon, Verdun, Bastia, Castres... Au fil des jours, la liste des services d'urgence en grève ne cesse de s'allonger. Le ministère de la Santé a annoncé hier avoir recensé 195 services d'accueil des urgences en grève, un nombre proche des 220 revendiqués par le collectif Inter-Urgences à l'origine de ce mouvement social. C'est près de la moitié des hôpitaux publics dotés d'une structure d'urgence - un tiers en comptant les établissements privés, restés à l'écart du conflit. C'est aussi deux fois plus qu'à la mi-juin, lorsque la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a débouqué 70 millions d'euros pour apaiser la colère des soignants. Une somme d'abord destinée à financer une prime mensuelle de 100 euros net pour toutes les infirmières et aides-soignantes des urgences publiques, à compter du 1er juillet. Si la promesse a beau

Selon le ministère de la Santé, 195 services d'urgence sont en grève

■ Cinq mois après le début du mouvement, la colère ne faiblit pas dans les hôpitaux.

s'être concrétisée sur les fiches de paie, les grévistes n'ont pas désarmé pour autant et continuent de réclamer davantage de postes et de lits d'hospitalisation pour les malades. La ministre de la Santé va

donc devoir trouver une autre solution pour calmer les urgentistes. Hier, Agnès Buzyn a annoncé «de nouvelles mesures» à la rentrée.

### «De nombreux collègues démissionnent»

Pour Christophe Prudhomme, médecin au Samu 83 et délégué CGT: «La solution, c'est plus de moyens immédiatement.» L'enveloppe annoncée par Agnès Buzyn devait aussi servir à recruter des renforts estivaux mais sauf à Paris, où une demi-douzaine de services ont cessé la grève, cela n'a pas suffi. Souvent en sous-effectif, les soignants travaillent en outre avec le risque permanent d'une agression, comme ces derniers jours à Nice, Epinal (Vosges) et Semur-en-Auxois (Côte-d'Or). Signe que rien n'a vraiment changé en cinq mois. Car tout était parti d'une série de violences début mars dans

un hôpital parisien. La goutte de trop pour des personnels poussés à bout, à l'image de leurs services arrivés à saturation. Ces conditions

»

La solution, c'est plus de moyens immédiatement.

de travail ont l'effet d'une essoreuse sur les soignants. «De nombreux collègues démissionnent» ou passent à temps partiel «pour échapper au rythme infernal de travail», affirme l'association des médecins urgentistes de France (Amuf), qui réclame à son tour davantage de primes pour «stopper la fuite» vers l'intérêt, mieux payé. Le désenga-

gement frappe aussi les praticiens libéraux, qui, depuis la fin des gardes obligatoires en 2002, se portent de moins en moins volontaires pour assurer la «permanence de soins» le soir et le week-end.

## Le chiffre

**21,4** En vingt ans, les urgences ont connu une fréquentation qui a plus que doublé avec 21,4 millions de passages enregistrés en 2017. Des patients parfois entassés faute de place ailleurs: durant la même période, quelque 100.000 lits ont été supprimés et les hôpitaux en comptent désormais moins de 400.000.

## À Castres, le service des urgences affiche son ras-le-bol

Les soignants des urgences de Castres sont déterminés à «ne pas lâcher» le mouvement de grève suivi par 77 des quelque 90 employés.

«C'est donné la ministre, c'est tellement rien que ça a été la goutte de trop»: s'ils ont tardé à rallier la grève menée au niveau national, les soignants des urgences de Castres (Tarn) s'affirment désormais déterminés à «ne pas lâcher». Commencée le 31 juillet, après le déblocage de 70 millions d'euros au secteur par la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, la grève est suivie par 77 des quelque 90 employés paramédicaux, selon le piquet d'une demi-douzaine de

grévistes déployé devant l'accueil du centre hospitalier de Castres-Maza. «Ras la seringue», «la couche est pleine»: dès le rond-point d'accès, des banderoles affichent le ras-le-bol. En réponse à une situation «se dégradant d'année en année», il couvait depuis longtemps, affirme Christine, une infirmière de 56 ans. À l'inauguration de l'hôpital, en 2011, les urgences enregistraient 34.902 entrées. En 2018, elles sont passées à 42.544, avec des dotations en baisse. La dynamique insufflée

par la mobilisation nationale, la déception engendrée par la réponse gouvernementale ont fait le reste, selon Christine, l'une des rares à avoir déjà fait grève, il y a des lustres. En réponse à la colère des soignants, a direction a pourtant fait des concessions comme recruter deux infirmières supplémentaires ou bien revaloriser les heures supplémentaires. Du «bla bla qu'il reste à concrétiser», et de toute manière une réponse insuffisante, tranche Valérie, une aide-soignante de 42 ans.



Pour les soignants, la situation «se dégrade d'année en année».

Photo AFP

# Les climatosceptiques plus présents que les scientifiques dans les médias

Selon une étude réalisée par trois chercheurs et publiée cette semaine, les personnes niant le changement climatique ont davantage attiré l'attention médiatique que les climatologues reconnus.

Les personnalités niant le changement climatique ont bénéficié pendant des années de plus d'attention médiatique que les climatologues reconnus, créant une confusion chez le grand public et ralentissant la lutte contre le réchauffement, selon une étude. Pour cette étude publiée cette semaine dans Nature Communications, un trio de chercheurs a analysé, avec une démarche big data, 100.000 articles de la presse papier ou internet publiés entre 2000 et 2016, cherchant les citations et les noms de plusieurs

des négateurs du climat a été 49 % plus importante que celle du changement climatique», ont écrit les auteurs de l'étude dirigée par Alexander Petersen, de l'université de Californie à Merced. Même au sein d'une sélection de médias anglophones de premier plan comme le New York Times, le Guardian ou le Wall Street Journal, ces négateurs du climat ont été cités un peu plus souvent. Les climatosceptiques sont traités, dans le meilleur des cas, à égalité avec les scientifiques. Un résultat préoccupant puisque cela contribue à la diffusion des messages trompeurs et mensongers. Cependant, la démonstration des trois chercheurs ne traite qu'un aspect quantitatif du sujet.

## «Une disproportion dans la visibilité médiatique»

Selon les données de la science, le monde a déjà gagné +1°C depuis l'ère préindustrielle, en raison des émissions de gaz à effet de serre générées par l'activité humaine, et les climatologues mettent en garde depuis longtemps contre les menaces que ce réchauffement qui continue pose à l'humanité. «Ceux qui sont à contre-courant en matière de changement climatique ont réussi à organiser une voix forte au sein de la communication politique et scientifique», ont noté les auteurs de l'étude. «Une telle disproportion dans la visibilité médiatique des arguments et des acteurs à contre-courant dénature la répartition des opinions

des experts» et «sape» la crédibilité des climatologues, ont-ils ajouté. Ce déséquilibre est en plus renforcé par l'effet amplificateur des réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, selon l'étude. Depuis la publication en octobre dernier d'un rapport alarmant du groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec), la question du réchauffement a pris de l'importance dans les préoccupations du grand public et les manifestations appelant à l'action climatique se sont multipliées. Certains gouvernements occidentaux se sont engagés à la neutralité carbone d'ici 2050. À l'instar de la France qui a inscrit dans son projet de loi relatif à l'énergie et au climat comme objectif d'atteindre la «neutralité carbone» à l'horizon 2050. Cela suppose de ne pas émettre plus de gaz à effet de serre que le pays ne peut en absorber, via notamment les forêts ou les sols. Mais les médias traditionnels continuent malgré tout à servir de plate-forme à des affirmations douteuses voire discréditées sur le changement climatique. Lors des enquêtes réalisées chaque année par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), à la question: «À votre avis, lorsque l'on parle aujourd'hui du réchauffement de l'atmosphère terrestre dû à l'augmentation de l'effet de serre, est-ce plutôt?...», 39% des Français ont répondu en 2018: «Une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord».



Greta Thunberg prête à rejoindre New York à bord d'un voilier.

Photo AFP

”

Ceux qui sont à contre-courant en matière de changement climatique ont réussi à organiser une voix forte.

centaines de climatologues de premier plan et un nombre égal d'universitaires, entrepreneurs et hommes politiques doutant du réchauffement de la planète ou attribuant la hausse des températures à des causes «naturelles». Les spécialistes ont ainsi épluché la presse anglophone présente dans une centaine de pays. «Nous avons découvert que la visibilité

## Greta Thunberg met le cap sur New York à bord d'un voilier zéro carbone

Greta Thunberg, jeune égérie de la lutte contre le réchauffement climatique, a mis le cap sur New York hier à bord d'un voilier de course zéro carbone, skipperé par un membre de la famille princière monégasque. Le bateau a quitté le port de Plymouth (sud de l'Angleterre) à 14h pour une traversée de deux semaines, qui doit permettre à l'adolescente d'assister au sommet mondial de l'ONU, prévu en septembre dans la mégapole américaine. La Suédoise de 16 ans a en effet refusé de s'y rendre en avion à cause des émissions de carbone que ce transport génère. Du coup, Pierre Casiraghi, fils de la princesse Caroline de

Monaco, a mis gratuitement à sa disposition un bateau pour parcourir les 3.000 milles nautiques, qu'il skippe avec l'Allemand Boris Herrmann. «Je suis une des rares personnes au monde qui puisse faire ça, alors je devais saisir l'occasion», a-t-elle déclaré, vêtue de la tenue noire de l'équipage du bateau. Le Malizia II, voilier de 18 mètres de long, est équipé de panneaux solaires et de turbines sous-marines permettant de générer l'électricité qui alimente les instruments de navigation, le pilote automatique, les dessalinisateurs et un laboratoire pour tester le niveau de CO2 des eaux

# L'économie française reprend des couleurs

En France le taux de chômage a continué sa baisse tandis que l'Allemagne voit son activité économique reculer au deuxième trimestre, mettant fin à la décennie dorée.

«**L**es réformes du gouvernement portent leurs premiers fruits pour nos concitoyens», s'est félicitée la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, dans un communiqué diffusé sur Twitter. En effet, l'économie française commence enfin à reprendre des couleurs. En France, le taux de chômage a continué sa baisse en pente douce au deuxième trimestre à 8,5 % malgré une modeste croissance tandis que le gouvernement mise sur sa réforme de l'assurance chômage dans les mois qui viennent pour le faire reculer encore plus.

## «300.000 chômeurs en moins» en France

Autre thermomètre du chômage, qui n'est pas toujours au diapason des statistiques de l'Insee, le nombre de chômeurs en France décomptés par Pôle emploi a continué de baisser entre avril et juin (-0,5 %). Sur la seule France métropolitaine, le taux de chômage baisse de 0,2 point et s'établit à 8,2 %, ce qui représente 2,4 millions de chômeurs, soit 66.000 chômeurs de moins sur le trimestre. La France entière excluant uniquement Mayotte, compte

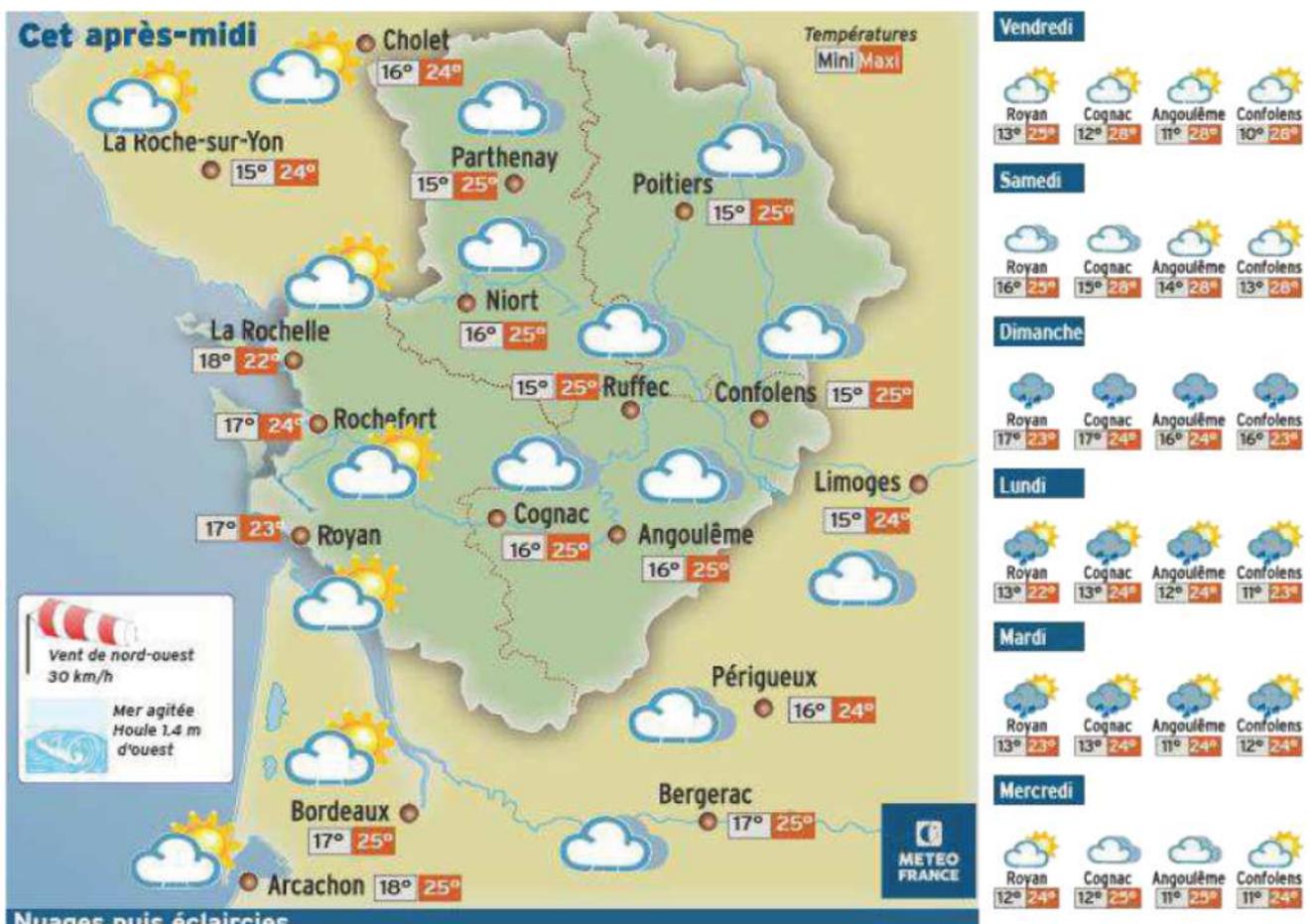
2,525 millions de chômeurs. Ce qui fait dire à la ministre du Travail qu'il y a «300.000 chômeurs de moins» depuis le début du quinquennat. À l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, la France comptait 2,817 millions de chômeurs. Si l'exécutif met en avant les réformes déjà entreprises, il mise aussi sur la réforme de l'assurance chômage, dont les décrets sont parus en juillet, pour faire baisser le nombre de demandeurs d'emploi. Mais outre-Rhin, le voisin allemand fait grise mine. En zone euro, l'élève modèle de la dernière décennie fait désormais figure de boulet, faisant moins bien que l'Italie (0 %) et la France (+0,2 %) lors du trimestre écoulé. L'Allemagne a vu son activité économique reculer au deuxième trimestre, ravivant les craintes de récession et confortant les partisans d'un plan de relance avec arrêt de la politique de «zéro endettement». Le Produit intérieur brut (PIB) de la première économie européenne s'est contracté de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, a indiqué mercredi l'Office national des statistiques. Une évolution qui s'explique par les moindres performances des exportateurs allemands qui souffrent de l'environnement international dégradé par les tensions



«Les réformes portent leurs fruits» se félicite la ministre, Muriel Pénicaud. Photo AFP

commerciales. Cette piètre performance fait suite à un rebond de 0,4 % affiché au premier trimestre. Si le pays affiche lors du trimestre en cours une nouvelle contraction de son activité, il entrera dans ce qui est techniquement défini comme une récession. L'Allemagne y avait échappé d'un cheveu durant la seconde moitié de 2018. Avec le recul de son PIB au printemps, le pays rejoint la Grande-Bretagne, dont l'économie s'est également contractée d'avril à juin (-0,2 %). Les plans de licenciement se multiplient, le rythme des créations d'emploi ralentit et tous les signaux économiques sont au rouge: les commandes de machines-ou-

tils, le fer de lance de l'économie, ont ainsi reculé de 22 % sur un an entre avril et juin, a indiqué mardi la fédération du secteur. «Les conflits commerciaux, l'incertitude mondiale et le secteur automobile en difficulté ont finalement mis l'économie allemande à genoux», résume Carsten Brzeski, économiste chez ING Bank. Et la situation pourrait empirer au troisième trimestre. «La porte est grande ouverte vers une récession technique, soit deux trimestres négatifs de suite», selon Klaus Berger, économiste de l'institut KfW. La chancelière, Angela Merkel, a reconnu mardi que l'économie allemande traversait «une phase difficile».



# Du missile sol-air à la frégate : l'arsenal du G7

**BIARRITZ** Durant les trois jours du sommet, le Pays basque sera sous haute protection. L'armée de l'air, de terre et la marine seront mobilisées avec d'importants moyens

Jefferson Desport  
j.desport@sudouest.fr

A neuf jours ce matin de l'ouverture du G7 à Biarritz, la toile sécuritaire qui accompagnera ce sommet, commence à se dévoiler. Et ce, selon des modalités proches de celles mises en œuvre lors des cérémonies du D-Day, les 5 et 6 juin en Normandie, où plusieurs délégations étrangères avaient répondu à l'invitation d'Emmanuel Macron. Ce qui sera à nouveau le cas sur la Côte basque puisque, du 24 au 26 août, le locataire de l'Élysée accueillera les chefs d'État et de gouvernement des États-Unis, du Canada, du Japon, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie. Ainsi que plusieurs délégations africaines. Soit près de 5 000 personnes.

Si les moyens de police et de gendarmerie promettent d'être particulièrement conséquents, l'armée au sens large sera également mobilisée. « Nous serons primo-intervenants pour les sécurités aérienne et maritime », précise le général Rondel, le commandant de la zone de défense et de sécurité du Sud-Ouest. « En revanche, poursuit-il, dans le domaine terrestre, nous interviendrons en appui des forces de sécurité intérieure dans le cadre de la protection contre le terrorisme. » En clair, les trois espaces terre, air et mer seront couverts.

## Radars tactiques

C'est déjà une certitude : durant ces trois jours, l'espace aérien va être scruté à la loupe. En plus des radars habituels, militaires et civils, l'armée de l'air a déployé au sol des radars tactiques. La plupart sont déjà en place sur des points hauts. Par mesure de sécurité,

Les commandos marine seront présents avec toutes leurs capacités d'assaut

le commandement tient à rester discret sur leur emplacement, même si certaines positions devraient être visibles par les riverains. Le but : améliorer la détection à basse altitude. Ce dispositif sera renforcé par des guetteurs. Lesquels auront pour mission de repérer d'éventuels parapentes à moteur et autres ULM...

## Rafales

Côté réaction, en cas d'intrusion donc, la grille des moyens s'annonce large. Les rafales de la BA 118 de Mont-de-Marsan seront en alerte. Au moins trois hélicoptères de défense aérienne, les Fennec, avec tireurs d'élite, seront mobilisés. Celui de Bordeaux, qui assure la sécurité



Les missiles sol-air Crotale sont déjà déployés, comme ici lors du G8 d'Évian en 2003. ARCHIVES AFP



Les hélicoptères de défense Fennec seront mobilisés. ARCHIVES PASCAL BATS/« SUD OUEST »

de la ville et de la centrale nucléaire du Blayais, devrait être positionné à Biarritz même. Par ailleurs, des hélicoptères de l'armée de terre seront aussi sur le pont. En particulier des Puma pour d'éventuels transports de compagnies de CRS ou d'escadrons de gendarmerie. Il y aura aussi des super Puma pour assurer les transports de délégations depuis les aéroports de la région. En outre, des hélicoptères Gazelle, équipés de caméra infrarouge, devraient appuyer les troupes déployées en milieu montagneux.

## Les Crotale positionnés

Enfin, toujours au chapitre défense aérienne, une batterie de missiles sol-air Crotale a été déjà positionnée aux abords de Biarritz. Si ce choix peut surprendre, il rentre néanmoins dans les standards propres à ce genre de rendez-vous internationaux. Lors des cérémonies



Les commandos marine (ici en exercice sur la plage d'Arcachon) seront prêts à intervenir. ARCHIVES LAURENT THELLET/« SUD OUEST »

du D-Day, comme lors du G8 de Deauville en 2011, ces missiles avaient été sortis. « Nous sommes là dans un dispositif classique à ce type d'événement, souligne le général Rondel. Nous nous donnons les moyens, mais nos priorités, lors de l'intervention, restent la proportionnalité, la graduation et le respect du droit. »

## Infanterie et cavalerie

Côté mer, là aussi, la surveillance s'annonce serrée. La frégate anti sous-marine « La Motte-Picquet » croisera au large de Biarritz. Elle ne sera pas seule. Les commandos marine avec leurs embarcations rapides seront aussi présents avec toutes leurs capacités d'abordage et de prise d'assaut de navires.

Enfin, à terre, les militaires – principalement de l'infanterie et de la cavalerie – viendront épauler les forces de police et de gendarmerie.

## DONALD TRUMP

### PAS DE PORTE-AVIONS.

Durant les trois jours du G7, Donald Trump ne devrait pas résider à bord d'un porte-avions américain. Si le bruit d'un tel scénario a couru, il n'était pas totalement farfelu. Selon nos informations, l'hypothèse a bien été envisagée, avant d'être abandonnée. Il devrait donc loger à Biarritz. En revanche, le lieu de l'atterrissage d'Air Force One reste encore secret, même si l'aéroport de Mérignac semble le plus indiqué.

« Ce sera un dispositif proche de Sentinelle, précise le général Rondel. On restera dans la présence dissuasive, sauf attaque terroriste bien sûr. Et si la situation exige du maintien de l'ordre, ce sera bien aux forces de l'ordre, police et gendarmerie, de répondre. »

# Le corps de Paquita Parra sera exhumé

**CHARENTE** Reprise à zéro l'an dernier, l'enquête sur le meurtre de cette jeune femme tuée en 1998 semble progresser

**Dominique Richard**  
d.richard@sudouest.fr

Le 4 décembre 1998, le corps carbonisé de Paquita Parra, une jeune femme de 30 ans, était découvert à l'intérieur de sa voiture à Puymoyen dans la banlieue d'Angoulême. Ce meurtre ne restera peut-être pas impuni. L'information judiciaire rouverte l'an dernier après la découverte dans un bois d'effets appartenant à la victime connaît un nouveau rebondissement. Avec l'accord de la famille, le juge d'instruction Vincent Raffray, en charge des investigations, vient d'ordonner l'exhumation de la dépouille. Confiée aux experts de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN), l'opération aura lieu le 4 septembre prochain au cimetière de Villebois-Lavalette, la commune où résidait Paquita Parra.

## Une enquête reprise à zéro

« Ce n'est pas un acte habituel. Il revêt une grande importance et il intervient après le recueil de nombreuses auditions. Tout a été repris à zéro », précise M<sup>e</sup> Christine Maze, l'avocate de la mère et des cinq frères de Paquita Parra. Les enquêteurs de la section de recherches de la gendarmerie de Poitiers fondent manifestement des espoirs sur les analyses et les examens qui seront effectués dans le cadre de l'autopsie.

En 1998, l'intensité du sinistre qui avait détruit la petite voiture de cette employée d'une plateforme du groupement Intermarché avait interdit toute recherche d'empreintes génétiques. La scène de crime insuffisamment protégée avait été avare d'indices. L'autopsie s'était avérée toute aussi décevante. Elle n'avait pas permis de déterminer avec précision les circonstances du décès. L'absence de résidus de fumée dans les poumons indiquait seulement que la mort était survenue avant la mise à feu du véhicule.

Mais depuis la police scientifique a énormément progressé. Des particules, des prélèvements que les laboratoires ne pouvaient pas faire parler à



M<sup>e</sup> Christine Maze entourée, en 2002, des frères de Paquita Parra sur les marches du palais de justice d'Angoulême.

ARCHIVES ÉMILIE DROUINAL/D/SUD OUEST

l'époque peuvent ouvrir ou confirmer des pistes. Les spécialistes de l'IRCGN réaliseront de nouveaux examens en s'appuyant sur des appareils dont le fonctionnement a été révolutionné par la technique. Et ils seront sans doute en mesure de dire comment Paquita Parra a été tuée.

A-t-elle été étranglée ? Ou l'enfoncement de la boîte crânienne, relevée lors de la première autopsie sans que le médecin légiste puisse en tirer de conclusions, est-il finalement révélateur des coups qui lui auraient été portés ? L'importance attachée par les enquêteurs à ce point peut laisser supposer qu'ils ont déjà l'esquisse d'un scénario.

## Dans un petit milieu

Tous les procès-verbaux, toutes les auditions enregistrées depuis vingt ans ont été analysés par Anacrim, le logiciel de l'IRCGN. Ce tamis numérique permet d'établir des liens entre les personnes qui

apparaissent dans un dossier d'enquête dont il dévoile les angles morts. Surtout, il détecte les contradictions et les incohérences.

Il peut s'avérer d'autant plus utile que les personnages évoluant dans l'entourage de Paquita Parra ont été identifiés depuis longtemps. Certains d'entre eux, étaient impliqués à l'époque dans de petits trafics de drogue. Mais aucune langue ne s'est jamais déliée. Et la gendarmerie s'est heurtée à un véritable mur du silence alors que certains n'ignorent sans doute rien de la triste fin de la jeune femme.

Reste qu'au cours de ces derniers mois des témoignages ont, semble-t-il, ouvert des portes. Celui notamment d'un cadre du Crédit agricole de Villebois-Lavalette qui s'est souvenu qu'un de ses clients lui avait confié qu'il connaissait le meurtrier. Et il subsiste aussi ce détail qui ne cesse de hanter les enquêteurs. Le pare-brise de la voiture où a été découvert le corps de Paquita Parra a été enlevé pour faire appel d'air de façon à ce que le feu ait davantage de vigueur. Celui ou ceux qui l'ont fait disposaient à l'évidence de certaines connaissances en la matière, du fait peut être d'une activité ou de liens dans le milieu de l'automobile.

# Baisse en pente douce pour le taux de chômage

**EMPLOI** Le Gouvernement compte sur ses mesures pour accélérer cette tendance

Le taux de chômage a continué sa baisse en pente douce au deuxième trimestre à 8,5 % malgré une modeste croissance tandis que le gouvernement mise sur sa réforme de l'assurance chômage dans les mois qui viennent pour le faire reculer encore plus.

Depuis la mi-2015, le taux de chômage poursuit une lente décroissance. À 8,5 %, mesuré selon les normes du Bureau international du Travail (BIT), l'indicateur retrouve un niveau de début 2009. Il recule de 0,6 point sur un an.

Le gouvernement s'est donné l'objectif d'un taux à 7 % d'ici la fin du quinquennat, dont il se rapproche à très petits pas. « Les réformes du gouvernement portent leurs premiers fruits pour nos concitoyens », s'est félicitée la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, dans un communiqué diffusé sur Twitter, citant « les transformations du Code du travail, de l'apprentissage et de la formation professionnelle ». Selon elle, « les petites entreprises n'ont plus peur d'embaucher ». Au début de l'été, elle qualifiait le marché du travail de « très dynamique ».

## Des signaux positifs

Les statistiques de l'emploi envoient en effet des signaux globalement positifs depuis plusieurs mois, à l'instar des créations d'emplois dans le secteur privé qui ont certes ralenti, mais encore augmenté au 2<sup>e</sup> trimestre (+0,3 pt). Et ce malgré une croissance qui a marqué le pas (+0,2 %) avec un



**Pour la ministre du Travail, les réformes portent leurs fruits.**

PHOTO AFP

coup de frein inattendu de la consommation des ménages. Autre thermomètre du chômage, qui n'est pas toujours au diapason des statistiques de l'Insee, le nombre de chômeurs en France décomptés par Pôle emploi a continué de baisser entre avril et juin (-0,5 %).

Sur la seule France métropolitaine, le taux de chômage baisse de 0,2 point et s'établit à 8,2 %, ce qui représente 2,4 millions de chômeurs, soit 66 000 de moins sur le trimestre. La France entière excluant uniquement Mayotte, compte 2,525 millions de personnes en recherche d'emploi. Ce qui fait dire à la ministre du Travail qu'il y a « 300 000 chômeurs de moins » depuis le début du quinquennat. À l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, la France en comptait 2,87 millions.

À noter que la France s'inscrit dans la dynamique européenne : dans la zone euro, le chômage était au plus bas depuis onze ans à 7,5 % en juin et ne cesse de reculer depuis septembre 2016.

# Eau : usage restreint dans 30 communes

**BASSIN DE LA TARDOIRE** La préfète a pris un arrêté qui interdit les prélèvements d'eau à usage domestique et secondaire à partir du 15 août

En « complément » de mesures déjà applicables pour limiter l'irrigation, la préfète de la Charente a pris un arrêté hier qui concerne les prélèvements d'eau à usage domestique et secondaire sur le bassin de la Tardoire.

Dès aujourd'hui, ces prélèvements sont interdits, et ce jusqu'au 31 octobre, sauf éventuelle abrogation en cas d'amélioration de la situation hydrogéologique. Sont concernés : le lavage des véhicules, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire, celui des bâtiments, des voiries et trottoirs, façades et terrasses, hors objectif sanitaire. Sont interdits également : l'alimentation des fontaines et des

jets d'eau et le remplissage des piscines des particuliers. Sans oublier l'interdiction d'arroser les jardins potagers, de 9 à 19 heures, et d'arroser les espaces verts publics et privés, les terrains de golf, hors green, et les terrains de sports.

En revanche, ces interdictions ne concernent pas les prélèvements pour l'adduction en eau potable, pour l'abreuvement des animaux, pour la protection civile et militaire et les autres prélèvements indispensables aux exigences de la santé, souligne la préfète. Ces mesures interviennent alors que la reconstitution des ressources en eau en Charente pour la période automne-hiver 2018-2019 n'a pas été

véritablement efficace, faute de précipitations hivernales régulières, et la situation hydrologique est restée tendue en milieu de printemps. Malgré des précipitations abondantes début juin, qui ont permis une amélioration de l'étiage, les épisodes de canicule observés depuis le 21 juin et la faiblesse des récentes précipitations ont entraîné une chute notable des niveaux des nappes et des débits des cours d'eau.

Les 30 communes concernées sont Agris, Aussac-Vadalle, Brie, Coulgens, Écuras, Eymouthiers, Jauldes, La Rochefoucauld, La Rochette, Le Lindois, Les Pins, Marillac-Franc, Mazerolles, Montbron, Moulins-sur-Tardoire, Nanclars, Or-



Voici le secteur concerné en Charente par ces mesures

gedeuil, Puyréaux, Rivières, Roussines, Rouzède, Saint-Adjutory, Saint-Ciers-sur-Bonnieure, Saint-Sornin, Sauvagnac, Taponnat-Fleurignac, Val-de-Bonnieure, Vitrac-Saint-Vincent, Vouthon, Yrac-et-Malleyrand.

## La ville se découvre à la lueur des lampions

**VISITE** Mardi soir, la quatrième visite nocturne du service Ville d'art et d'histoire proposait un voyage à travers l'histoire médiévale de Cognac. Deux dernières dates sont prévues. Récit

Adrien Marchand  
cognac@sudouest.fr

Les lampions s'allument un à un devant le couvent des Récollets. 48 curieux attendent impatiemment de découvrir les bâtiments médiévaux de Cognac. C'est la quatrième visite nocturne de cet été pour le service Ville d'art et d'histoire. « L'essentiel, c'est de découvrir et de comprendre l'histoire de la ville », résume Silvio Pianezzola, guide en charge de ces visites.

Mardi soir, le groupe s'est concentré sur la période médiévale. « Nous évoquerons, bien sûr, François I<sup>er</sup> mais seulement sa naissance (1494) puisqu'ensuite, son règne appartient à la Renaissance », annonce le conférencier.

### Voir Cognac sous un autre jour

21 h 45, avant le départ, quelques bougies chutent et l'un des lampions s'enflamme. Les plus petits, âgés de 5 ans, s'amuse de la situation. Muni d'une torche, l'historien débute le circuit d'une heure et demie et éclaire les détails. Le faisceau pointe le blason de la ville de Cognac sur la paroi du couvent des Récollets. Une manière d'expliquer la charte communale de Cognac donnée par Jean sans Terre au début du XIII<sup>e</sup> siècle et la création institutionnelle de la ville. « On est venu pour en savoir plus sur la ville, chuchote Laurent, accompagné de sa compagne et de son fils. C'est un moyen atypique de voir les lieux et les histoires surtout pour les enfants. »

Prochain arrêt : place d'Armes pour admirer l'église Saint-Léger et son style roman du XI<sup>e</sup> siècle. Intrigués par ce cortège, de nombreux curieux s'arrêtent et



48 personnes ont visité mardi soir dans Cognac pour découvrir son histoire médiévale. PHOTO A.M.

écoutent les discours. Façade de l'édifice religieux rue Aristide-Briand, Girard II, évêque d'Angoulême et prélat du pape... Tous les lieux et personnages de l'époque sont évoqués. Le parcours descend jusqu'à la Charente avant de remonter Maison de la lieutenance pour y raconter l'histoire fictive de Pierre Lacombe. « On apprend à découvrir la ville, témoigne Hélène Oselaer. Depuis ma première visite, je lève plus la tête pour être attentive à l'architecture cognacaise tous les jours. » Quelques familles s'arrêtent en cours

de route. Les enfants sont trop fatigués. L'excursion se termine vers 22 h 30.

### Trois thèmes différents

L'année dernière, les visites nocturnes n'avaient qu'un unique thème : le vieux cognac. Certains soirs jusqu'à 150 personnes étaient présentes. Tous les participants ne pouvaient pas profiter des explications, surtout dans les endroits étroits telle que la rue du Palais. « Avec Vincent Bretagnolle, responsable du service Ville d'art et d'histoire, on a changé la formule. » Désormais, trois thèmes sont propo-

sés : Cognac médiéval, le jardin public et le 19<sup>e</sup> ou le siècle du cognac. Les flambeaux ont été remplacés par les lampions pour plus de sécurité. « Surtout dans le jardin public », sourit Silvio Pianezzola, le guide conférencier.

Il reste encore deux visites : « Le Jardin public » et « le 19<sup>e</sup> ou le siècle du cognac », mardis 20 et 27 août. « Celle du jardin public est vraiment spéciale. L'endroit est exclusivement ouvert pour notre groupe. C'est une balade commentée dans le parc avec une vue inédite sur l'hôtel de ville éclairé. »

